



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

assurance responsabilité civile médicale

Question écrite n° 70499

Texte de la question

M. Alain Néri attire l'attention de Mme la ministre de la santé et des sports sur les difficultés que connaissent de nombreux médecins spécialistes, et en particulier les gynécologues obstétriciens, pour contracter une police d'assurance. En effet, après avoir augmenté de manière importante les tarifs de la responsabilité civile professionnelle depuis plusieurs années, les compagnies ne souhaitent pas couvrir les risques inhérents à certaines spécialités. Et bien souvent, la justice condamne les médecins à payer des indemnités dont le montant est largement supérieur au risque couvert par l'assurance. À l'occasion de l'examen du PLFSS 2009 et de la loi Hôpital, patients, santé, territoires, plusieurs parlementaires de la majorité ont déposé des amendements visant à supprimer le recours de l'ONIAM contre le médecin. À la demande du Gouvernement, ces amendements ont été retirés. À ce jour, aucune solution n'a été trouvée pour les médecins pratiquant des spécialités à risque. Il lui demande donc quelles mesures le Gouvernement compte prendre et quels aménagements législatifs il compte mettre en place afin de remédier aux difficultés que rencontrent les professionnels de santé.

Texte de la réponse

Les gynécologues obstétriciens s'exposent à un risque particulier : les dommages-intérêts qu'ils peuvent être condamnés à verser pour un accident survenu à la naissance ne sont définitivement fixés que lorsque la victime devient adulte. Même si aucun cas de mise en jeu de la situation patrimoniale d'un professionnel pour des risques lourds n'a été constaté, la ministre de la santé et des sports a tenu à renforcer la protection des gynécologues obstétriciens pour les risques financiers importants. Ainsi, des mesures ont été adoptées dans la loi de financement de la sécurité sociale pour 2010. L'Office national d'indemnisation des accidents médicaux (ONIAM) pourra se substituer aux gynécologues obstétriciens, aux anesthésistes ou aux chirurgiens pour des actes liés à la naissance, condamnés par une juridiction à réparer les dommages subis par la victime lorsque le délai d'assurance est expiré ou s'ils sont jugés insolvables. Il s'agit d'éviter que ces professionnels soient condamnés à verser des dommages et intérêts extrêmement importants longtemps après les faits, parfois après leur retraite. Ce dispositif sera renforcé par une instruction au conseil d'administration de l'ONIAM pour renoncer au recours contre le professionnel de santé dans les cas ciblés où le préjudice est consolidé à l'âge adulte. Par ailleurs, la ministre de la santé et des sports a proposé de relever le plafond minimum d'assurance de 3 à 6 millions d'euros et d'analyser, au regard de l'évolution du marché des primes d'assurance, la question de l'augmentation de l'aide de l'assurance maladie à la souscription d'une assurance en responsabilité civile. Il s'agit d'un dossier très complexe sur lequel il convient de continuer à travailler avec tous les partenaires concernés afin de poursuivre l'amélioration du dispositif.

Données clés

Auteur : [M. Alain Néri](#)

Circonscription : Puy-de-Dôme (2^e circonscription) - Socialiste, radical, citoyen et divers gauche

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 70499

Rubrique : Assurances

Ministère interrogé : Santé et sports

Ministère attributaire : Santé et sports

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 9 février 2010, page 1301

Réponse publiée le : 6 avril 2010, page 4095